

En Tunisie, la famille politique « moderniste » se recompose

Mohsen Marzouk, dissident du parti Nidaa Tounès au pouvoir, a créé une formation qui entend tenir l'islam politique à distance

TUNIS - correspondant

Basma Ayed, cou ceint d'une écharpe aux couleurs tunisiennes, vibre au diapason de l'ambiance surchauffée de la salle de sport. « *Le bourguibisme doit exister pour toujours !* », clame la femme d'affaires à la chevelure blonde, toute enthousiaste à l'issue du lancement, dimanche 20 mars à Tunis, de Harakat Machrou Tounès (Le Mouvement pour le projet de la Tunisie). Fondé par Mohsen Marzouk, l'ancien secrétaire général de Nidaa Tounès, la formation qui domine la coalition gouvernementale à Tunis, ce nouveau parti politique s'inscrit dans une recomposition de la famille « moderniste » qui s'était fédérée au lendemain de la révolution de 2011 contre l'essor de l'islam politique en Tunisie. « *Nous avons besoin de l'héritage de Bourguiba pour protéger le pays contre le terrorisme et préserver les libertés des femmes* », assure Basma Ayed.

La crise au sein de Nidaa Tounès, qui a abouti à la formation de cette dissidence de Harakat Machrou Tounès, avait plongé la politique tunisienne dans un psychodrame permanent tout au long de l'année 2015. Il est encore trop tôt pour évaluer les chances de ce nouveau parti de ravir à Nidaa Tounès le statut de force dominante au sein de cette famille « moderniste » tunisienne. M. Marzouk peut déjà se réclamer du soutien de 26 députés qui ont quitté les rangs de Nidaa Tounès, lequel en dispose toutefois encore de 58. La principale tâche pour Harakat Machrou Tounès sera de planter ses racines au-delà de Tunis et des grandes villes. En dépit

« Nous avons besoin de l'héritage de Bourguiba pour protéger le pays »

BASMA AYED

partisane de Harakat Machrou Tounès

de son affaiblissement et de son image dégradée, Nidaa Tounès peut toujours compter sur des réseaux locaux hérités du maillage de l'ancien parti unique, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD).

En finir avec « l'Etat-providence »

Sur le podium érigé au cœur du palais des sports d'El Menzah, un quartier de Tunis, Mohsen Marzouk a déployé ses talents d'orateur. L'homme est une « bête politique » qui a conservé de son passé d'étudiant syndicaliste d'extrême gauche le sens de l'organisation et de l'agit-prop. Il est surtout animé d'une farouche ambition qui l'avait conduit à entrer en collision avec d'autres figures de Nidaa Tounès, en particulier Hafedh Caïd Essebsi, le fils du président de la République, Béji Caïd Essebsi. Le choc des ego avait tourné, fin 2015, au désavantage de M. Marzouk, qui a dès lors perdu son statut de dauphin pressenti du chef de l'Etat. Hafedh Caïd Essebsi a gagné la bataille d'appareil mais pour diriger un parti laissé exsangue par la crise.

M. Marzouk définit Harakat Machrou Tounès comme un parti « nationaliste » et « moderniste ». Il prône la méthode dure contre le

terrorisme qui frappe la Tunisie depuis un an, l'assaut militaire du 7 mars contre la ville frontalière avec la Libye de Ben Gardane par des djihadistes se réclamant de l'organisation Etat islamique ayant confirmé la gravité du péril. Critiquant en termes voilés la politique sécuritaire du gouvernement, M. Marzouk a regretté : « *Il s'agit d'une guerre mais le pays semble ne pas avoir de chef de guerre.* »

Au plan économique, M. Marzouk est partisan de réformes d'inspiration libérale, même s'il préfère se présenter comme un « réformateur » plutôt que comme un « libéral ». Il veut en finir, dit-il, avec « l'Etat-providence ». « *Nous avons besoin de produire des richesses avant de réfléchir à la manière de les répartir* », déclare-t-il.

Politiquement, la grande question qui l'attend est celle de sa relation à Ennahda, la formation islamiste partie prenante de la coalition gouvernementale et dont l'influence s'est renforcée à la faveur de la crise au sein de Nidaa Tounès. Le rapprochement entre Nidaa Tounès et Ennahda, qui s'étaient âprement combattus jusqu'en 2014, a nourri un malaise au sein de l'électorat historique de Nidaa, qui a aggravé ses querelles intestines. Les plus hostiles à cette réconciliation ont rallié Harakat Machrou Tounès.

Dimanche, M. Marzouk a admis que « *l'islam politique est une composante de la vie politique tunisienne* », tout en précisant que son parti est favorable à une « *séparation entre la politique et la religion* ». Il a critiqué le « *consensus fusionnel* » qui caractérise aujourd'hui les relations entre Nidaa Tounès et Ennahda. ■

FRÉDÉRIC BOBIN